



voir finalement quitter leur des conditions qui pour- beaucoup moins avan- ». L'exercice pédagogique ses fruits ? Hier, en fin de

journée, les services de l'État brandissaient le chiffre de 689 rendez-vous pris par les sinistrés en vue d'une procédure à l'amiable. Autrement dit, les effectifs de ceux qui renonceraient aux propositions de l'État seraient en train de fondre comme neige au soleil. Une manifestation est pourtant programmée aujourd'hui, à 15 h, devant la préfecture de Vendée. Et, selon une source policière, « ils devraient être nombreux ».

sinistrés

des populations s'avèrent x que les indemnités d'ex- , celles sur l'entretien des enfin, celles qui ont permis le Plan de prévention du ondatation (PPRI). Enfin, le aussi à en savoir plus sur prises afin de prévenir les ces dommageables dès née par Météo France.

Philippe ECALLE.

Voir notre forum sur les zones noires sur



oujours sur les rails

promis, la direction de la SNCF

lret, pénibilité. Il traduit forte dégradation des re- re la direction et la CGT, majoritaire. Et peut-être délibérée d'un bras de fer d'autre. Ce qui complique la sortie du conflit.

cas, les voyageurs doi- e une raison (1) Affichée. ne mesure de précau- les clients, la suspension des billets sur les TGV et le sud-est restait hier en qui n'est pas du goût de n des usagers des trans- s services publics, qui

réclame la reprise immédiate de la vente des billets.

Quoi qu'il en soit, les « sinistrés » du rail auront la (maigre) consolation d'être indemnisés. « Tout client qui n'a pu voyager ces neuf derniers jours sera indemnisé à 100 %, quel que soit le billet, quel que soit le type de train », a confirmé Barbara Dalibard, patronne de la branche voyage de la SNCF.

(1) Pour tout renseignement : www.sncf.com (tous trafics), et tél. 0 805 90 36 35 pour les grandes lignes et TER.

« les curseurs age de départ et ou- rée de cotisations » pour équilibrer le système. Bernard Thibault veut, lui aussi, des cotisations sociales portant « sur l'ensemble des revenus et pas seulement les revenus du travail ». Appel est d'ores et déjà lancé pour une large mobilisation sur les retraites le 1^{er} mai.

22 728

C'est le nombre d'entreprises créées en mars selon l'Insee, soit une hausse de 3,8 % par rapport à février. En incluant les auto-entrepreneurs, ce chiffre atteint 66 556, un record.

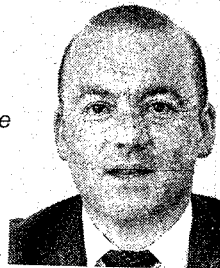
Travailler 39 h pour payer la retraite

Ami de Jean Arthuis, le député (Alliance centriste) de Fougères Thierry Benoît bouscule plusieurs dogmes.

Entretien

défisicalisées, de l'ordre de quatre milliards d'euros. »

Thierry Benoît, député Alliance centriste d'Ille-et-Vilaine.



Ouest-France

Temps de travail. « Je suis convaincu que, parallèlement à la réforme des retraites, il faut retravailler sur la durée hebdomadaire du travail. Avant d'expliquer aux salariés qu'il faut travailler jusqu'à 62 ou 63 ans, il faut se poser la question d'un retour aux 39 heures pour les salariés en pleine force de l'âge, entre 25 et 55 ans. Les 35 heures coûtent deux points de PIB, c'est-à-dire 40 milliards. La moyenne des heures travaillées, y compris les heures sup, tourne autour de 38 h-38 h 30. La question de la durée hebdomadaire est posée. Elle s'accompagnerait d'un relèvement des salaires, d'un aménagement de carrière au-delà de 55 ans et d'une prise en compte les années consacrées à élever les enfants. »

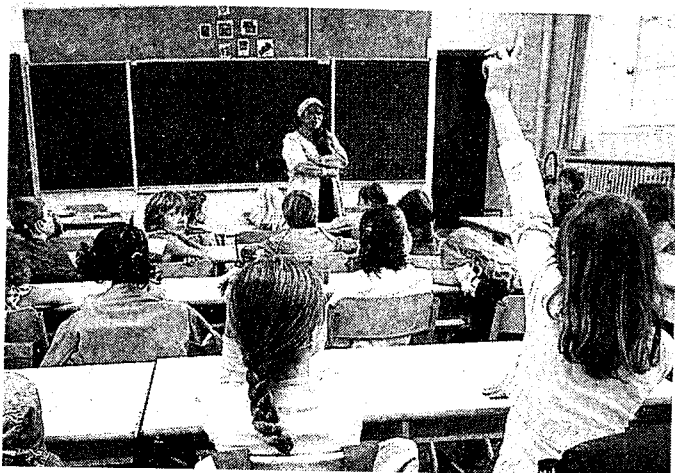
Préalables. « Le droit à la retraite à 60 ans devrait être préservé. Plus que l'âge, ce qui compte, c'est la durée de cotisation. Ensuite, il faut harmoniser les statuts. On connaît les facteurs d'injustice et d'inéquité : les vingt-cinq meilleures années pour le privé, les six derniers mois pour le public, les régimes spéciaux des parlementaires, de la RATP, de la SNCF, d'EDF... »

Heures sup. « Dans la loi Travail, Emploi, Pouvoir d'achat (Tepa), deux dispositifs posent question, le bouclier fiscal - j'ai voté son abrogation proposée par le Parti socialiste - et la défiscalisation des heures supplémentaires. Le bouclier fiscal, c'est à peu près 500-600 millions d'euros, les heures supplémentaires

D'autres recettes. « Il faut regarder l'assujettissement des bénéfices des entreprises non réinvesties, la CSG sur l'intéressement, la participation et les retraites élevées, la taxation des stock-options, des plus-values et des retraites-chapeau. Et peut-être relever les cotisations d'un point. »

Recueilli par Michel URVOY.

Les scolaires : les vacances d'été en question



Coup de feu en Vendée : deux suspects inculpés

Mardi soir, un homme de 18 ans a été blessé d'une balle à la gorge, à Saint-Martin-de-Fraigneau, près de Fontenay-le-Comte (Vendée). L'auteur présumé du coup de feu, un Fontenaisien de 21 ans, et un autre garçon de 19 ans, ont été mis en examen, hier,

pour violence en réunion et port d'arme aggravé. Ils seront présentés dans les prochains jours au tribunal correctionnel de La Roche-sur-Yon. Le juge des libertés et de la détention devait se prononcer, dans la soirée, sur un éventuel placement en détention provisoire.

Budget réduit pour l'accueil des demandeurs d'asile

« Selon Eric Besson, ministre de l'Immigration, 71 millions d'euros ont été consommés en 2009 pour l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile. En 2010, c'est seulement 31 millions d'euros qui ont été prévus par la loi de finances », dénonce

note aussi la baisse du coût moyen journalier d'une place d'hébergement d'urgence, de 17,96 € à 14,52 €. « Cela correspond plus à une pirouette budgétaire qu'à une réalité sur le terrain », car « trouver une chambre d'hôtel à 14 € la nuit relève